

Accord Canada – États-Unis sur la qualité de l'air, Rapport d'étape 2012

Commentaires à la Commission mixte internationale

du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs

pour le gouvernement du Québec

26 septembre 2013

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) a révisé la version française du rapport d'étape 2012 de la mise en œuvre de l'Accord Canada – États-Unis sur la qualité de l'air, notamment les passages où l'on fait référence au Québec. Les précisions suivantes sont mineures, le rapport 2012 ne présentant pas de problème important du point de vue du MDDEFP.

Page 19, 3^e paragraphe : on devrait lire « le *Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère*, entré en vigueur le 30 juin 2011 », et non « le *Règlement sur la qualité de l'atmosphère* » (nom de l'ancien règlement).

Page 19, 3^e paragraphe : On peut lire : « Pour faire en sorte que le plafond de 5 000 tonnes métriques (5 500 tonnes américaines) soit respecté dans la partie québécoise de la zone de gestion des émissions de polluants, le Règlement sur la qualité de l'atmosphère du Québec, entré en vigueur le 30 juin 2011, impose à la centrale de Sorel-Tracy un plafond de 2 100 tonnes métriques (2 310 tonnes américaines) d'émissions de NOx par année. Cette centrale est principalement utilisée durant les périodes de pointe. Après avoir émis 653 tonnes métriques (718 tonnes américaines) de NOx en 2009, elle a facilement respecté le plafond de 2010 avec seulement 16 tonnes métriques (18 tonnes américaines) de NOx. »

Dans les faits, le 31 décembre 2011, Hydro-Québec a procédé à l'arrêt définitif de la centrale thermique de Tracy (réf. HQ, Rapport sur le développement durable, 2011). Cela devrait être précisé dans le rapport.

Page 21, 1^{er} paragraphe : On peut lire : « Le Québec a fait des progrès en matière de respect de ses engagements énoncés dans l'Annexe sur l'ozone, notamment en prenant plusieurs mesures réglementaires. »

La formulation de cette phrase pourrait laisser croire que le Québec avait de la difficulté à se conformer à ses engagements dans le passé.

Nous suggérons de remplacer par : « Le Québec a renforcé ses actions en matière de respect de ses engagements énoncés dans l'Annexe sur l'ozone, notamment en prenant plusieurs mesures réglementaires. »

Page 22, 1^{er} paragraphe : On devrait lire « *Règlement sur les produits pétroliers* » et non « *Règlement sur les produits pétroliers et l'équipement* ».

Page 48, 5^e paragraphe : On peut lire : « Ces sites sont situés dans plus de 100 collectivités, y compris toutes celles dont la population est supérieure à 100 000 personnes. »

Cette affirmation n'est pas tout à fait exacte. Il existe certaines collectivités de plus de 100 000 habitants où il n'y a pas de station de mesures pour les particules fines et l'ozone.

Il pourrait être pertinent de nuancer de la façon suivante : « Ces sites sont situés dans plus de 100 collectivités, y compris la presque totalité de celles dont la population est supérieure à 100 000 personnes. »

Page 72, 1^{er} paragraphe : On peut lire « La province de Québec supporte les objectifs globaux du système et collaborera avec toutes les autres juridictions pour mettre en place la plupart des éléments du système ».

Nous suggérons la formulation suivante, qui est plus près de la position exprimée par le Québec au CCME : « Le Québec appuie les objectifs généraux du système, mais ne s'est pas engagé à le mettre en œuvre. Toutefois, le Québec collaborera avec les autres gouvernements à l'élaboration de plusieurs éléments du système, notamment les zones et les bassins atmosphériques. »

Page 72, 2^e paragraphe : il faudrait écrire « particules fines (PM_{2,5}) » et non « matières particulaires (PM_{2,5}) ».

Page 72, dernier paragraphe : On peut lire : « En plus des six zones atmosphériques, six bassins atmosphériques régionaux ont été établis pour coordonner les mesures de gestion de la qualité de l'air dans tout le pays et afin de mieux comprendre les mouvements transfrontaliers des polluants. »

Le nombre de zones atmosphériques n'a pas été déterminé à ce jour. Il faudrait retirer le nombre pour lire plutôt : « En plus des zones atmosphériques, [...] »

Page 81, 1^{er} paragraphe : On peut lire : « À la fin des années 1990, l'ozone troposphérique ou le smog estival a été reconnu comme contribuant [...] »

La formulation de cette affirmation est contestable. Le smog est un mélange de polluants dont l'ozone, mais également les particules fines et les NOx. Au cours des dernières années au Québec, sur l'ensemble des journées de smog, l'ozone n'a contribué que de façon minimale au smog en comparaison aux particules fines. Une reformulation plus nuancée pourrait être apportée.

Page 82, 5^e paragraphe : On peut lire : « En outre, ils partagent également des renseignements sur les activités nationales connexes ainsi que les efforts bilatéraux à l'échelle régionale tels que ceux déployés par les premiers ministres de l'est du Canada et par les administrateurs du nord-est du Canada, et des projets sur la qualité de l'air transfrontalier dans le bassin des Grands-Lacs et dans les bassins atmosphériques de Georgie et du Puget Sound. »

Ne serait-ce pas plutôt les administrateurs du nord-est des États-Unis et non « les administrateurs du nord-est du Canada »?

Page 84, 5^e paragraphe : On peut lire « Le Comité de la qualité de l'air a reconnu le fait que de grandes régions à l'est du Canada et au nord-est des États-Unis ont continué de recevoir des émissions acidifiantes de SO₂ et de NO_x, et que ces émissions de matières particulaires contribuent également à la pollution relative aux matières particulaires. »

Il serait plus juste de lire : « [...] et que ces émissions contribuent également à la pollution relative aux particules fines. »

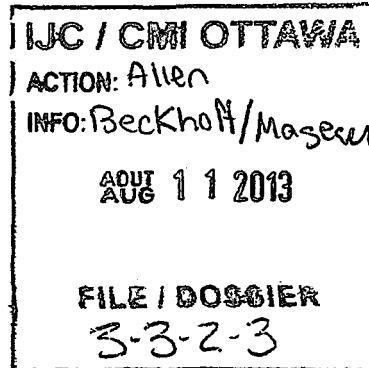
Page 85, 3^e paragraphe: On peut lire « L'article V de l'Accord « Évaluation, avis et mesures d'atténuation » et l'article XI « Consultations » ont été rédigés afin de composer avec une préoccupation nationale au sujet de la pollution provenant d'une source industrielle particulière vers une autre. »

Le texte porte à confusion. Il faudrait comprendre ici que les Parties doivent s'aviser entre elles lorsque de nouvelles sources d'émissions (ou des sources modifiées) sont susceptibles d'avoir une incidence sur la qualité de l'air de l'autre Partie en raison des flux transfrontaliers. Une reformulation plus précise devrait être apportée.

Page 88, tableau, section 2004 : On devrait lire « transport transfrontalier des particules » et non « transport frontalier des particules ».

August 8, 2013

Secretary, Canadian Section
International Joint Commission
234 Lauriern Ave. West – 22nd Floor
Ottawa, ON K1P 6K6



Thank you for the opportunity to comment on the 2012 Air Quality Agreement Progress Report.

As the largest private sector union in Canada, the Canadian Auto Workers Union represents more than 195,000 members across the country. Many of our members are impacted by our air quality issues either through the sectors of employment they are involved in or the geographical locations in which they live.

While we believe the 2012 Progress Report indicates that there has been some general progress made on reducing air contaminants in both countries, there is certainly always opportunities to do more. In particular we must stress the absolutely unacceptable reductions that are being made to the environmental monitoring and protection agencies in Canada.

Politicians must give consideration to the fact that Canada has the longest coastline in the world, which makes us particularly sensitive to climate fluctuations, especially in economic sectors like agriculture, fisheries, and forestry. If the government of the day wishes to continue to aspire to be an "energy superpower" supplier to the United States, then it is critical that the government understand the effects of climate change and environmental impacts on our air - shed sources.

Recent cuts to the scientific workforce of Environment Canada threaten scientific research related to the ozone layer in the upper atmosphere and pollution in the lower atmosphere. These reductions in personnel and projected budget cuts also threaten existing international agreements.

It is unthinkable that data collection is beginning to shut down in this vast country, in some cases at stations that started decades ago. International agreements including the UN framework for Climate Change Convention, the Montreal Protocol and U.S. bilateral agreements were all signed by the Canadian government but their ability to fulfill their obligations is now in question.

The following is a list of just some of the continued reductions or eliminations to important environmental air and water control programs in recent years.

2006:

- **Apr 2006. "One Tonne Challenge" funding stopped**

2008:

- Jan 2008. Office of National Science Adviser phased out

2010:

- Feb 2010. Layoffs at The Canada Institute for Scientific and Technical Information
- Mar 2010. Information restrictions brought in by government have severely restricted the media's access to government researchers
- Aug 2010. Cuts to Environment Canada weather-service

2011:

- **Jul 2011. Budget cuts to Climate Change and Clean Air, Substance and Waste Management, Weather and Environmental Services, Water Resources and Internal Services, Action Plan on Clean Water, the Federal Contaminated Sites Action Plan, Chemicals Management Plan, the Clean Air Agenda, the Air Quality Health Index, Species at Risk Program**
- Oct 2011. Canadian Environmental Network closes
- **Dec 2011. Withdraw from the Kyoto Accord**

2012:

- Feb 2012. Polar Environment Atmospheric Research Laboratory (PEARL) loses funding (later partial reprieve)

- Mar 2012. Canadian Foundation for Climate and Atmospheric Sciences closes**
- Apr 2012. Repeal of Canadian Environmental Assessment Act, download to provinces
- Apr 2012. Sustainable Water Management Division cut
- Apr 2012. Transport Canada Aircraft Services cut
- Apr 2012. Parks Canada cuts affect four national marine conservation areas
- Apr 2012. 47 scientists and researchers at the NRC Institute for Biodiagnostics laid off in Winnipeg and Calgary.
- May 2012. 1000 jobs cut at Department of Fisheries and Oceans
- May 2012. Ocean Contaminants & Marine Toxicology Program axed.
- May 2012. Centre for Offshore Oil & Gas Energy Research cut
- May 2012. Freshwater Institute cut
- May 2012. Smokestacks Emissions Monitoring Team cut**
- May 2012. Transport Canada library closed**
- Jun 2012. Eliminate Experimental Lakes Area program
- Oct 2012. DFO Habitat Management Program cut
- Oct 2012. Ozone science group falls victim to government cuts**
- Oct 2012. Job cuts at NRC
- Oct 2012. Navigable Waters Protection Act changed to weaken environmental oversight, changes sought by pipeline industry
- Nov 2012. Bill C-45 weakens environmental laws
- Nov 2012. Navigable Waters Protection Act altered
- Dec 2012. Eliminating the Hazardous Materials Information Review Commission**

2013:

- Mar 2013. Experimental Lakes Area environmental research project loses funding
- Mar 2013. \$100 million cut from Department of Fisheries & Oceans over three years
- **Mar 2013. National Round Table on the Environment and the Economy closes**
- Apr 2013. Closure of Department of Fisheries & Oceans libraries

(Source: John Dupuis - science librarian at York University in Toronto.)

The CAW believes that our government is taking the country in a direction that is out of step with most Canadians. Polls consistently show that most Canadians give environmental protection priority over unregulated economic growth.

We need to redirect our focus back to being the proud environmental protection benchmarks we once were known as around the world.

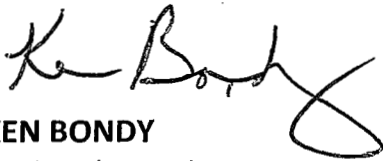
What's needed to get Canada back on track?

- We need to get serious about climate change and we must be bold. The federal government should put a price on carbon and gradually increase it over the next invest in emission reductions.
- Infrastructure spending in Canadian cities should have higher green content, and should provide stronger support to green transportation – walking, bicycling and public transit.
- Our federal government should reward industry – small and large – to go green and it should engage provincial and municipal governments to do the same. It should take on a larger role in promoting more compact and energy-efficient Canadian cities and use its tax policy and regulatory powers to steer development and consumption choices by industry and individuals.
- We should restore needed funding to the Department of Environment and the Canadian Environmental Assessment Agency. We should increase support for research and public engagement on the environment.
- We should act on the promises we made to protect biodiversity.

- We should emulate elsewhere the Ontario government's pledge to plant 50 million trees by 2020 in southern Ontario.
- Our Prime Minister and Minister of the Environment should phase out subsidies for oil sands development, move to a more sustainable energy strategy that promotes and sustains jobs for Canadian workers in Canada!

Canadians enjoy an environment that is the envy of most of the rest of the world. Our government must ensure and understand that the protection of that environment is an invaluable investment to protect our most precious environmental assets for our future generations.

Sincerely

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Ken Bondy". The signature is fluid and cursive, with a large loop at the end.

KEN BONDY

National Coordinator

CAW-Canada

KB/bmcope343

H:\2013.Ken\Inter.Joint Comm.docx



Conservation and Water Stewardship
Climate Change and Environmental Protection Division
Environmental Programs & Strategies Branch
1007 Century Street
Winnipeg MB R3H 0W4
www.manitoba.ca

IJC / CMI OTTAWA
ACTION: Allen
INFO: Beckho H/Mageau
SEP 23 2013
FILE / DOSSIER
3-2-5-3

Ms. Sarah Lobrichon
International Joint Commission
234 Laurier Ave. West, 22nd Floor
Ottawa, Ontario, Canada K1P 6K6

Dear Ms. Lobrichon:

Thank you for the opportunity to review the 2012 Air Quality Report prepared under the Canada - United States Air Quality Agreement. Manitoba appreciates the effort to prepare the report summarizing key actions undertaken by both countries in the last two years to address acid rain and trans-boundary pollution.

Manitoba is pleased that this high-level report indicates both countries have met their commitments to address emissions that are pre-cursors to acid rain and ground level ozone. We have no other substantive comments on the report, but appreciate being kept informed about this important international initiative.

Thank you again for the opportunity to review the report.

Yours sincerely,

Laurie Streich
Director

cc: Honourable Gord Mackintosh



August 27, 2013

2013-70

Sarah Lobrichon, Secretary
Canadian Section, International Joint Commission
234 Laurier Avenue West
22nd Floor
OTTAWA ON K1P 6K6

Dear Ms. Lobrichon:

Re: Canada-United States Air Quality Agreement Progress Report 2012

Thank you for the opportunity to review and comment on the Canada-United States Air Quality Agreement Progress Report 2012. It is encouraging to have Canada fully engaged in this key transboundary issue, with all of our provinces and territories actively meeting and exceeding the obligations made under the Canada-United States Air Quality Agreement.

Saskatchewan recently added two sites as part of the National Atmospheric Deposition Network. We are the first Canadian Province to cooperate in this program, which is cited and acknowledged throughout the report. Saskatchewan is receptive to sharing its monitoring efforts, which have increased recently to include airsheds, developed in the south and central regions of our province.

Officials have reviewed the agreement and progress report. No additional comments were necessary.

Saskatchewan looks forward to collaborating with the Governments of Canada and the United States in maintaining the commitments and obligations of the Air Quality Agreement.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Ken Cheveldayoff".
Ken Cheveldayoff

IJC / CME OY
ACT: - Allen
IN: CM / B.B
SEP 03 2013
FILE / DOSSIER
3-2-5-3